CRÉATION D'UN COMITÉ NATIONAL POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES CHÔMEURS

Un rassemblement ce dimanche devant le siège du ministère du Travail

Un comité national pour la défense des droits des chômeurs a été officiellement créé hier. A l'issue de sa première rencontre, le comité envisage l'organisation, demain, d'un rassemblement devant le siège du ministère du Travail.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - A l'issue d'une réunion, tenue hier à la maison des syndicats de Dar-El-Beida, à Alger, et à laquelle pas moins de 60 personnes venues de huit wilayas du pays ont pris part, un comité national pour la défense des droits des chômeurs a officiellement été créé. Plusieurs points liés à la politique de l'emploi en Algérie ont été à ce propos évoqués à cette rencontre.

Selon Samir Laârabi, membre exécutif du comité, les besoins des jeunes en matière d'emploi sont arrivés à un point telle que la politique actuelle n'est plus en mesure de les satisfaire.

Ainsi, ce dernier ne propose pas moins que la relance des entreprises communales, l'ouverture de postes budgétaires dans différents secteurs, la renationalisation des entreprises cédées aux privés et aux étrangers ainsi que la relance des entreprises dissoutes, au lieu de jeter d'énormes enveloppes budgétaires dans les différents dispositifs, à l'exemple de l'Ansej, qui se sont avérés peu convaincants.

Photo : Samir Sid

Tayeb Louh interpellé sur les droits des chômeurs.

Par ailleurs, Samir Laârabi n'a pas omis d'évoquer l'exploitation des jeunes dans le monde du travail, appelant à la dissolution des sociétés de sous-traitance et l'encouragement des contrats à durée indéterminée.

Enfin, et à l'issue de sa première rencontre, ce comité qui est sous la coupe du Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique, envisage l'organisation demain, d'un rassemblement devant le siège du ministère du Travail.

M. M.

TIZI-OUZOU

Un autre jeune tente de s'immoler par le feu

Pour la seconde fois en quatre jours, le centre-ville de Tizi-Ouzou a été le théâtre d'une tentative d'immolation par le feu d'un jeune désespéré. En effet, après l'agent de sécurité de l'Algérienne des Eaux, convaincu in extremis de ne pas passer à l'acte, ce fut au tour, jeudi, d'un plombier en quête d'un emploi de s'asperger d'essence, menaçant de s'immoler dans les locaux de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) sise au centre-ville de Tizi-Ouzou.

N'ayant pas encore bouclé ses 35 ans, le jeune homme, originaire des environs immédiats de Tizi-Ouzou ville, accord favorable en main, établi par l'entreprise qu'il croyait être son futur employeur, le malheureux s'est fait rabrouer par l'agence de l'emploi où on lui a refusé l'établissement du contrat de travail en lui faisant croire qu'il n'était pas éligible au dispositif d'aide à l'insertion professionnelle ou pré-emploi. Le drame a été évité de justesse grâce à des agents de l'Anem et au commissaire de la police du 1er arrondissement.

A. M.

MOSTAGANEM

La grogne des étudiantes s'amplifie

Les jeunes filles de la résidence des 2 000 lits Belarbi-Abdelkader, à Kharouba, ont exprimé, dans la soirée de jeudi dernier et jusqu'à une heure tardive de la nuit, leurs revendications en exposant l'ensemble de leurs problèmes aux responsables de la cité et de la direction des œuvres universitaires, et ce, pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Ainsi, les jeunes filles exaspérées sont toutes sorties de leurs dortoirs et se sont rassemblées dans une place de l'enceinte universitaire pour faire entendre leur voix.

On ne déplore, fort heureusement aucun dégât matériel. Cette cité ne compte qu'un seul restaurant pour un grand nombre de résidantes, nous a fait savoir un groupe d'étudiantes rencontrées le lendemain matin à l'extérieur de la structure universitaire. Les étudiantes sont ainsi obligées de suivre de longues chaînes d'attente pour une baguette de pain et un dessert.

Il en découle une perte de temps considérable, surtout en cette période d'examen, «La nourriture servie est catastrophique, poursuivra une de nos interlocutrices. Allez voir par vous-même. Vous vous rendrez vite compte que la cuisine universitaire n'est pas bonne à consommer.»

C'est en ces termes que Sarah, Meriem, Djamila, Souad et consorts se plaignent de la qualité des repas servis dans le réfectoire de la cité. Un avis d'ailleurs partagé par les garçons de la cité avoisinante qui disent que la nourriture qu'on leur sert est immangeable. Ils racontent qu'il leur arrive de trouver des déchets, de petits cailloux et des insectes dans les plats de légumes secs tout en précisant que les rations restent insuffisantes, nombre d'étudiantes refaisant la chaîne pour «faire le plein» ou pour se rassasier.

Enfin, les protestataires demandent une commission d'enquête et interpellent les responsables du secteur pour apporter des solutions aux différents problèmes soulevés.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

32 des 140 émeutiers placés sous mandat de dépôt remis en liberté

A la fin de la semaine dernière, 32 émeutiers sur les 140 placés sous mandat de dépôt après les événements qui ont secoué les 8 et 9 janvier dernier Sidi-Bel-Abbès ont été remis en liberté après 23 jours de détention. Ces personnes, accusées d'attroupement illégal et d'atteinte à l'ordre public, ont été libérées sur ordonnance du juge d'instruction. Ces 32 jeunes remis en liberté, qui n'ont pas d'antécédents judiciaires, ont pu bénéficier de cet élargissement suite au témoignage de leurs proches et voisins qui ont plaidé en leur faveur au grand soulagement de leurs familles qui ont accueilli ces mesures d'apaisement comme une grâce.

Pour rappel, dans les journées des 8 et 9 janvier dernier, des émeutes ont secoué la ville de Sidi-Bel-Abbès, provoquées en grande partie par la hausse des prix des produits de large consommation. Les bureaux de l'administration, les locaux des concessionnaires, dépositaires et autres grossistes ont été saccagés et incendiés, entraînant de lourdes pertes à l'Etat et aux particuliers.

A. M.

BATNA

Marche des lycéens

Plusieurs centaines de lycéens dont une majorité issue des classes de terminales sont descendus dans la rue, à Batna, jeudi, pour dénoncer la surcharge des programmes.

La marche initiée par ces derniers, le long du boulevard de l'Indépendance, artère principale de la ville, plus connue sous le nom de «route de Biskra», n'a connu aucun incident.

Les manifestants se sont, en effet, contentés de scander à tue-tête leur mécontentement quant aux décisions du département de Benbouzid, dont le maintien du programme préétabli, jugé trop chargé et étouffant, d'autant plus que la tutelle a fixé la date du 25 mai comme terme de son achèvement.

Les marcheurs, qui ont observé une halte devant le siège de la radio locale, ont également remis en cause les enseignements dispensés par les suppléants et autres contractuels, inexpérimentés à leurs yeux, pour prendre en charge des classes d'examens.

Devant le siège de la radio, ils ont tenu à s'exprimer devant des journalistes afin de porter leur voix aux responsables du secteur de l'éducation nationale.

Refusant d'être «les cobayes des réformes engagées par Benbouzid», ils exigent la révision de la charge des programmes et l'affectation d'enseignants titulaires dans les paliers d'examens, notamment pour les matières principales.

K. G.

BÉJAÏA

Affrontements entre manifestants et la police à Amizour

La ville d'Amizour a renoué avec les scènes de trouble, en début de soirée jeudi passé, a-t-on appris de source locale. Un groupe de jeunes insurgés a pris d'assaut le siège de l'APC en l'arrosant de pierres et autres projectiles. L'intervention des forces de l'ordre qui ont usé de tirs de gaz lacrymogène pour disperser la foule en furie a donné lieu à de violents affrontements entre les manifestants et la police, a précisé notre source. Il aura fallu l'intervention d'autres citoyens de la localité pour apaiser les esprits des jeunes révoltés et ramener le calme.

A l'origine de ces heurts, croit-on savoir, la dégradation du cadre de vie, le manque de logements, le chômage, etc.

A. K.

BOUIRA

Trois terroristes abattus à Semmache

Mercredi dernier, aux environs de 20 h, les forces spéciales de l'ANP ont réussi à mettre hors d'état de nuire, trois terroristes dans la localité de Semmache, commune d'El-Adjiba, à 30 km à l'est de Bouira.

Selon des sources sûres, les forces spéciales de l'ANP ont agi sur la base d'informations fiables faisant état d'un mouvement de terroristes dans la forêt de Berber, située au nord du village de Semmache.

Mercredi soir, quelques heures après la tombée de la nuit, alors que les éléments des forces spéciales étaient embusquées dans les parages, trois terroristes ont fait irruption de la forêt, en chemin probablement pour s'approvisionner.

Usant de l'effet surprise ainsi que de professionnalisme, les forces spéciales ont attendu que les trois terroristes soient largement visibles pour ouvrir le feu. Les trois terroristes qui n'avaient que peu de chance d'échapper aux feux nourris des militaires ont été abattus sur le coup.

Les forces spéciales ont ensuite récupéré trois kalachnikovs et les cadavres ont été acheminés vers la morgue de l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira.

Plusieurs sources indiquent que les trois terroristes auraient été identifiés : deux d'entre eux seraient natifs de la commune de Saharidj, alors que le troisième serait originaire de la wilaya de M'sila.

Hier encore, les forces de l'ANP, qui avaient bouclé le périmètre, étaient en train de ratisser les lieux à la recherche des autres éléments de ce groupe, dont le nombre serait évalué selon certaines sources à une dizaine.

H. M.